



RAPPORT ANNUEL DE LA PRÉSIDENTE

Chers collègues du conseil d'administration,
Membres du CAQ,
Distingués invités,

Le Conseil des aéroports du Québec vient de franchir sa 11^e année d'existence. Lors de cette dernière année, plusieurs petits et grands pas ont été franchis, qui permettront de consolider les multiples démarches entreprises afin d'aider et de soutenir les aéroports du Québec.

Il reste et restera toujours des défis et des enjeux, mais ils font partie de notre quotidien. C'est pourquoi, le CAQ maximisera sa collaboration avec les gens de l'industrie ainsi que ses représentations auprès des paliers gouvernementaux.

Avant de débiter la présentation de mon rapport annuel, j'aimerais remercier les membres du conseil d'administration pour leur soutien et leur implication, et ce, malgré leur charge de travail respective importante. Je voudrais souligner le dévouement exceptionnel, jusqu'à sa retraite en mai dernier, de notre ancien directeur général, M. Denis Robillard. Je profite également de l'occasion pour remercier M. Gilles Turmel, notre directeur général, bien connu pour son soutien et son implication au sein des aéroports du Québec, de s'être joint à l'équipe du CAQ. Son expérience et ses connaissances apporteront une touche personnelle et une vision nouvelle dans nos futures actions.

Je voudrais remercier notre adjointe administrative, Mme Raymonde Laflamme, pour sa collaboration précieuse très appréciée.

J'adresse mes remerciements à M. Denis Simard, membre délégué représentant le ministère des Transports du Québec, pour sa collaboration inestimable au sein du conseil d'administration durant cette dernière année et je souhaite la bienvenue à son remplaçant, M. Sylvain Caron, analyste en transport aérien.

Je voudrais également souligner la collaboration toujours présente des représentants de Transports Canada.

PRÉSENTATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Votre conseil d'administration est composé de M. Henri Côté de l'aéroport de Maniwaki et vice-président, Mme Doris Poulin de l'aéroport de Val-d'Or et trésorière, Mme Carole Duval, de l'aéroport de Mont-Joli et secrétaire, M. Léo Fortin de la Ville de Saint-Georges-de-Beauce, M. Jimmy Gagné de l'aéroport de Québec, Mme Maureen Blackburn de l'aéroport de Trois-Rivières, M. Jacques Poulin de la Ville de Rivière-du-Loup, M. François Vrana de l'aéroport de Lachute et M. Sylvain Caron, membre délégué pour Transports Québec. Notre directeur général, M. Gilles Turmel et notre adjointe administrative, Mme Raymonde Laflamme.

RENCONTRES ET MEMBERSHIP

Le conseil d'administration a tenu quatre réunions depuis la dernière assemblée générale des membres, en plus de nombreux échanges de courriels entre le directeur général et les membres du conseil d'administration afin d'effectuer des mises à jour et des actions sur l'évolution des dossiers. Nous comptons présentement 80 membres, soit 42 membres aéroports et 38 membres associés.

DOSSIERS IMPORTANTS

1. Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires (PAIA)

Le programme PAIA a été reconduit en juillet dernier sans date butoir avec la même enveloppe budgétaire de 38 M\$. En substance, lorsque l'on consulte le programme, les priorités et les projets sont demeurés essentiellement les mêmes à l'exception du retrait des projets de priorité 4 (réfection côté ville). Là où les changements semblent les plus perceptibles, c'est au niveau des justifications qui doivent être de plus en plus étoffées ainsi qu'au niveau de l'analyse des demandes effectuée par Transports Canada à Ottawa. Il semble y avoir une tendance à remettre en question nos besoins opérationnels, entre autres, le nombre et la capacité des équipements.

Il va sans dire que nous devons regarder avec les gens du programme à Transports Canada l'orientation prise lors de l'analyse des demandes PAIA afin de comprendre leurs démarches.

Le ministère des Transports du Québec travaille toujours avec Transports Canada à la mise en place d'un décret parapluie pour les municipalités afin d'accélérer le processus d'acceptation de la subvention. Pour l'instant, la nouvelle entente est sous étude et des pourparlers devront avoir lieu entre les deux paliers gouvernementaux. Pour éviter des retards supplémentaires et problématiques à certains aéroports, le MTQ et TC se sont entendus pour renouveler exceptionnellement les anciennes ententes afin de permettre aux municipalités qui étaient en attente de réaliser cette année de leurs projets.

2. Demande de Programme d'aide aux petits aéroports

Les projets présentés au programme Chantiers Canada, qui devait répondre aux besoins des aéroports du Québec, se sont avérés beaucoup plus compliqués que prévu. Ce programme n'inclut pas la catégorie des aéroports d'où la complexité pour les gestionnaires du programme de débloquer les fonds, et ce, malgré la priorisation de ces projets par les municipalités. Étant donné que le programme Chantiers Canada se terminait en mars 2011, les critères n'ont pu être changés pour inclure les aéroports.

Il existe maintenant un nouveau programme d'infrastructure vedette selon le gouvernement du Canada, soit le Fonds Chantiers Canada (FCC). Selon le gouvernement, ce Fonds permet : « de faire avancer des priorités nationales importantes pour les Canadiens telles que : une économie plus forte, un environnement plus sain, et des collectivités plus prospères, tout en s'occupant des besoins locaux et régionaux envers l'infrastructure ».

Les catégories de financement prioritaires du FCC sont :

- les routes du Réseau routier national
- l'eau potable
- les eaux usées
- le transport en commun
- l'énergie verte

Les petits aéroports ne font pas partie de ce Fonds, par conséquent, nous accentuerons nos démarches auprès des responsables du FCC pour faire inclure la catégorie des aéroports.

Du côté du gouvernement provincial, le personnel politique du bureau du ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT), soit le bureau de M. Laurent Lessard, a reconnu la problématique de financement. Nous avons obtenu une rencontre, en mars dernier, avec les représentants du MAMROT, MM. Labbé et Tremblay. Les points discutés portaient essentiellement sur les problématiques de financement des infrastructures aéroportuaires (inexistence de programme) et sur l'importance des aéroports municipaux et locaux au Québec. Ces derniers ont fait valoir l'importance d'avoir une vision claire des besoins globaux et financiers avant de rencontrer le ministre. Nous travaillons présentement à dresser un portrait de la situation pour les 5 prochaines années à partir, entre autres, de notre étude des besoins en infrastructures réalisée en 2007, ainsi qu'à une estimation financière.

De plus, l'étude sur le profil du transport aérien qui sera finalisée d'ici quelques mois constituera également un outil indispensable pour mesurer l'importance des petits aéroports sur le plan économique et social dans les régions.

Une fois ces études complétées, nous solliciterons une rencontre auprès du ministre.

3. Participation au comité de révision du manuel TP 312

Des consultations et des présentations qui devaient débiter en janvier 2011 pour la refonte du TP 312, quatrième édition, ont été reportées. Nous sommes en attente de nouvelles dates, ce qui ne devrait pas tarder. Le CAQ participera et collaborera avec les gens de Transports Canada à la mise en oeuvre de la nouvelle version du TP 312, cinquième version.

4. Soutien à l'implantation du SGS

Nous maintiendrons notre aide et notre soutien à nos membres pour la mise en oeuvre de la phase 4 du SGS qui représentera un travail important pour les aéroports ainsi que de s'assurer d'un contrôle de qualité en collaboration avec Transports Canada. La réalisation de la phase 4 doit être déposée au plus tard le 31 mars 2012 à Transports Canada et les inspecteurs auront 90 jours pour l'accepter ou demander des corrections. Pour les aéroports, la mise en application de la phase 4, selon la réglementation, est applicable au 1^{er} avril 2012. La dernière étape, consistera à l'évaluation complète du SGS sur place par les inspecteurs.

5. Forum de concertation en transport aérien

Le premier Forum de concertation sur le transport aérien au Québec s'est tenu le 14 février dernier à Québec. Cette initiative, très importante pour la viabilité de l'industrie et des aéroports, est présidée conjointement par le ministre délégué aux Transports, M. Norman MacMillan, par les directeurs généraux du CAQ et de l'AQTA ainsi que plusieurs membres représentant les divers secteurs de l'industrie. L'objectif du Forum est de favoriser le développement du transport aérien au Québec.

Suite aux premières rencontres, deux priorités sont clairement ressorties : la première est la réalisation d'une étude (en cours) pour définir le profil de tous les secteurs du transport aérien au Québec et ses retombées économiques pour les régions; la seconde touche le développement durable.

6. Nav Canada

Aucun développement, nous maintiendrons notre vigilance.

7. Portail d'information sur Internet

Suite à une subvention du ministère des Transports du Québec, nous avons actualisé notre portail Internet afin de le moderniser et de le rendre plus convivial. Nous avons reçu, à ce jour, que des commentaires positifs des utilisateurs, en particulier, les informations liées aux « Flash » nouvelles qui permettent de suivre les mouvements de l'industrie.

Notre portail a accueilli pendant la dernière année (25 août 2011) 14 568 visiteurs. Le nombre total de visiteurs depuis sa création en octobre 2008 est de 37 068.

8. Facteurs humains

Nous avons opté pour une formation auto-éducative d'une durée d'environ une heure qui rencontrait les exigences de Transports Canada et qui représentait pour les aéroports concernés le choix le plus avantageux. La formation a été offerte par le Airport Council International (ACI), sous la forme d'un « collège en ligne ». Le CAQ, suite à l'octroi d'une subvention par le MTQ, a défrayé les coûts de la formation s'élevant à 4 244 \$, ce qui a permis à 86 personnes provenant de 9 aéroports de suivre le cours et ainsi répondre aux exigences du Système de gestion de la sécurité.

9. Nouvelle réglementation de sûreté en transport aérien

Suite à de multiples discussions et rencontres avec les représentants de Transports Canada, nous avons reçu, en juillet dernier, un résumé des modifications proposées. À toute fin pratique, toutes nos recommandations déposées pour les aéroports ont été acceptées par Transports Canada.

PHASE 1

Quatre processus ne seront plus requis :

1. Processus de communication des rôles et des responsabilités.
2. Processus de communication d'un énoncé de politique en matière de sûreté.
3. Processus d'élaboration de mesures correctives.
4. Processus d'évaluation et diffusion des renseignements sur les risques à l'intérieur de l'organisation de l'exploitant.

Le calendrier de mise en œuvre pour chacune des catégories d'aéroport est prolongé :

- Pour les aéroports de catégorie 1, deux mois supplémentaires.
- Pour les aéroports de catégorie 2, cinq mois additionnels, soit neuf mois après la Phase 4 du SGS.
- Pour les aéroports de catégorie 3, cinq mois additionnels, soit 12 mois après la Phase 4 du SGS.

PHASE 2

Transports Canada va proposer que les aéroports des catégories 2 et 3 ne soient pas tenus d'effectuer une évaluation de la sûreté, d'établir un plan de sûreté ou d'avoir un comité consultatif multi-organisme.

Cependant, les aéroports des catégories 2 et 3 seront toujours obligés de tenir des exercices de sûreté, d'avoir des plans d'urgence, de former le personnel de sûreté et de mettre en place un ensemble de mesures de protection en fonction des niveaux d'intervention de sûreté aérienne.

Également, les aéroports des catégories 2 et 3 pourraient être tenus par Transports Canada d'effectuer une évaluation de la sûreté et d'établir un plan de sûreté, dans certaines circonstances limitées et si les risques à la sûreté le justifient.

Transports Canada envisagera des exigences « optionnelles » pour effectuer une évaluation de la sûreté et établir un plan de sûreté si ces aéroports (2 et 3) désirent mettre en place un plan de sûreté.

Transports Canada prolongera d'un an, soit aux cinq ans, l'exigence concernant la présentation de l'évaluation et du plan en vue d'une nouvelle approbation.

Les aéroports, s'ils le désirent, pourront intégrer les nouvelles dispositions de la réglementation de sûreté dans leur SGS, en autant que les inspecteurs en sûreté puissent facilement s'y retrouver.

Toutes ces modifications doivent être entérinées par le ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités, M. Denis Lebel. La parution de la phase 1 en Gazette du Canada, partie 2, devrait avoir lieu en octobre 2011.

Je tiens à remercier particulièrement M. Jean Lantier, Mme Rosemary Baldwin et Mme Erin O'Gorman, directrice générale de la Sûreté aérienne, pour leur excellente collaboration dans ce dossier.

LA REPRÉSENTATION DE NOS MEMBRES

En février dernier, nous avons effectué une présentation à Ottawa auprès du Comité sénatorial des transports et des communications sur les enjeux, les problématiques et les défis des aéroports du Québec. Plusieurs grands intervenants de l'industrie ont également été invités à comparaître.

En mars dernier, monsieur Denis Robillard a participé au congrès annuel de l'AQTA sur les enjeux et les défis du CAQ en 2011, au bénéfice des participants.

M. Gilles Turmel a participé le 16 septembre dernier à une rencontre de consultation organisée par le ministère des Transports du Québec sur des propositions de mesures de réduction d'émissions de gaz à effet de serre dans les secteurs du transport maritime, aérien et ferroviaire.

Nous maintiendrons notre présence et notre participation aux différents organismes tels que le RCACC « Regional Community Airports Coalition of Canada », l'AMCO « Organisme représentant les aéroports ontariens », le CAC « Conseil des aéroports du Canada », l'APBQ et l'AQTA afin de représenter et de défendre des dossiers d'intérêts communs auprès des instances gouvernementales.

Nous continuerons à collaborer avec le gouvernement fédéral pour tout ce qui touche la réglementation aérienne pour les aéroports. Il en va de même pour le suivi et la mise en place de programmes d'aide de la part des gouvernements provincial et fédéral.

FINANCEMENT

En 2011, le ministère des Transports du Québec nous a octroyé une aide financière de 50 000 \$ pour la réalisation de quatre projets dont :

Projet 1 : Dresser une évaluation des besoins en projets d'infrastructures des petits aéroports pour les 5 prochaines années.

La réalisation d'une étude présentant le tableau des projets en infrastructures des petits aéroports pour les 5 prochaines années ainsi qu'une estimation financière.

Projet 2 : Assurer l'aide directe aux aéroports du Québec concernant les phases 1 et 2 du nouveau règlement sur la sûreté aérienne.

Ce projet comprend 2 volets :

2.1 Vigie et commentaires : comprend l'analyse des exigences du nouveau règlement, la présentation des recommandations, la présence aux sessions techniques de consultation, la coordination auprès des aéroports du Québec et de Transports Canada.

2.2 Outils d'implantation : développement d'outils de travail dans le but de faciliter l'implantation du nouveau règlement sur la sûreté aérienne, entre autres, des directives simplifiées et des documents maîtres, ainsi que des sessions d'information et/ou de formation pour les responsables de la mise en œuvre des exigences du nouveau règlement sur les aéroports.

Projet 3 : Assurer la coordination et la présentation des commentaires concernant le nouveau TP 312.

La participation aux sessions de travail et d'information afin de présenter des commentaires judicieux et appropriés aux réalités des exploitants des aéroports.

Projet 4 : Assurer le suivi et l'aide aux aéroports en ce qui concerne les phases 3 et 4 du SGS.

Maintenir notre collaboration pour la réalisation, entre autres, de la phase 4, du contrôle de qualité avec Transports Canada ainsi que de soutien aux aéroports membres.

Au nom du CAQ, je tiens à remercier le ministère des Transports du Québec pour cette aide financière qui nous permet, année après année, de réaliser des projets essentiels pour les aéroports, mais aussi qui se reflète sur l'ensemble du réseau aérien au Québec.

En terminant, je voudrais remercier tous les participants, les conférenciers ainsi que les exposants pour leur participation et leur enthousiasme, ce qui a fait de ce 11^e colloque une belle réussite.

La présidente,


Marie-Reine Robert